*Lettre ouverte de Daniel VIGIER aux habitants d'Egliseneuve près Billom
Faites circuler cette lettre auprès de vos amis. D'avance merci.*

La Leçon de Chose.

En ce 4^{ème} vendredi avant Noël, le 1^{er} décembre 2006, vous savez cette fameuse fête destinée à ceux qui croient encore et à ceux qui ne croient plus au Père Noël, le ciel était sombre. Un frisson me parcourut le dos tandis que je traversais la place de cette petite commune du Bas Livradois où depuis 150 ans l'Eglise et la Mairie se disputent pour dominer les 36 hameaux qui la composent, le froid sans doute. Je pénétrais dans la salle du Conseil Municipal de la Mairie. Je m'installais tranquillement au fond, le long du mur avec 5 autres citoyens où nous rejoignirent 2 autres retardataires pour assister à la Réunion Publique du Conseil Municipal. Après quelques bises et poignées de mains de la part des Conseillers, la séance démarra.

D'abord 3 petites questions rapidement expédiées permirent de se faire la voix. Puis, *"Doit-on acheter ou ne pas acheter 2 petits édicules abandonnés par France TELECOM ?"*, question suivie de *"Comment empêcher les enfants de se faire mal dans la cour de l'école ?"*. L'atmosphère était relativement calme.

Alors arriva le plat de résistance (si on peut dire) de la réunion. Une question capitale s'il en est. D'ailleurs vous pourrez en juger vous-même. Il était question d'un compte-rendu d'une manifestation associative intervenue lors de la Journée du Patrimoine le 1^{er} septembre. Devait-on ou ne devait-on pas publier ce compte-rendu dans Egliseneuve Aujourd'hui, bulletin municipal, dont le Maire est responsable. Diable. Le débat, rapidement, devint vif, intense, passionné, passionnel. Le ton monta. Des regards se firent durs et incisifs. Il faut dire que la question était d'importance comme vous le verrez plus loin.

Interpellés, certains spectateurs risquèrent quelques réponses. Moi-même j'ouvris la bouche pour faire comme tout le monde. Je reçus un cinglant *"Toi, tais-toi !"*. Le ton était péremptoire, l'auteur disposant du pouvoir. Je me fis tout petit et docile sur ma chaise. Le débat se poursuivit, âpre et tendu. Finalement la décision fut prise de ne rien publier ni compte-rendu, ni réponse.

Ensuite vint la question de l'adoption par le Conseil Municipal du Projet de PLU à soumettre réglementairement à l'enquête publique. A la fin de la lecture du texte de la délibération (un texte administratif assez aride), des voix s'élevèrent discrètement au sein du Conseil pour demander à prendre connaissance par la lecture, de ce sur quoi il fallait voter : *"Est-ce qu'on pourrait me lire le règlement dont il est question ?"* Réponse : *"Trop tard. Ce n'est pas la peine, D'ailleurs la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et l'Equipement ont déjà posé les questions et ils ont été satisfaits. Maintenant c'est trop tard pour discuter. D'ailleurs c'est un texte standard que l'on a recopié. Tu n'y comprendrais rien. Maintenant il faut voter par oui ou par non pour démarrer rapidement l'enquête publique"*. Et la délibération fut adoptée sans autre forme de procès (...) ni de lecture quelconque.

La réunion se poursuivit sur d'autres questions où il était très souvent question des Pierrys, de Train et des Maisons Basses. Il fut question d'assainissement : *"On m'a questionné hier soir, il faut décider aujourd'hui.(?) Dans ces villages il y a des irréductibles magouilleurs et des chercheurs de chicanes. Puisqu'ils ne veulent pas de nouvelles habitations à côté de chez eux. Eh bien ! On va leur mettre l'assainissement individuel et une augmentation de la taxe sur l'eau. Comme ça, ils auront plus de difficultés pour vendre leurs maisons ! Voilà ce qu'ils ont gagné !!!"*. Quelqu'un risqua : *"Ne pourrait-on pas en parler un peu avant."* Réponse. *"Pas la peine c'est des magouilleurs... !"*

Vint ensuite une regrettable question d'échange de parcelles de terrain, au Pierrys toujours. Cet échange, décidé en Conseil Municipal en 1973, ne fut jamais enregistré au cadastre ensuite. Un de ces terrains fut plus tard utilisé comme voirie communale, en toute bonne fois. Il fut même goudronné au frais de la commune alors qu'il était propriété privée...c'est-à-dire bien sectional. Le jugement tomba comme un couperet : *"C'est une magouille. D'ailleurs à l'époque il y avait 3 Conseillers Municipaux originaires de ce village, le jour de la réunion, quand la délibération a été prise."* Question. : *"On pourrait en discuter."* Réponse : *"Pas la peine, les parcelles en question seront d'office transférées de bien sectionnal en bien communal"*. Ensuite vint une question, très importante, de pullulement de chats, toujours au Pierrys...

Avant la fin de séance, il fut question d'un transfert de la compétence du Service Social à la Personne depuis le SIVOS vers la Communauté de Communes. Ce transfert fut l'occasion de se poser la question délicate du financement de ce service.

Alors que tout le monde se levait et s'apprêtait à quitter cette intéressante réunion du Conseil Municipal, je levais timidement le doigt en m'excusant par avance de déranger. Mais j'avais une communication à faire sur la procédure à appliquer pour un PLU.

Je relus la lettre initiale qu'avait envoyée le directeur de l'Équipement à Monsieur le Maire, il y a presque 2 ans. Je vous convie à la lire en annexe. *Orientations choisies par la municipalité, PADD, zonage, règlement applicable à chaque zone.* C'est avec stupéfaction que j'appris que plusieurs Conseillers Municipaux avaient découvert pendant la séance de présentation aux Chambres de Commerce, d'Agriculture et à la DDE ou lors de la présentation publique aux habitants, que certaines parties du règlement de notre PLU étaient restées dans l'ombre.

J'ai alors rappelé la signification des articles du règlement n° 5, 12,13 et 14 et le rôle que le législateur a voulu leur donner pour une maîtrise locale de l'urbanisation au travers de la loi SRU : densité des constructions, espaces publics de jeux et de rencontre, parkings publics des véhicules, etc... Je crus comprendre que ces éléments n'avaient jamais été discutés et débattus par tous les Conseillers Municipaux. Avec comme argument : *"ce n'est pas la peine. Ce n'est qu'un projet amendable par enquête publique"*. Oui, projet bien sûr, mais projet d'abord approuvé formellement par un vote du Conseil Municipal représentant les Citoyens de la Commune et ensuite une possibilité de recours au moyen de l'Enquête Publique.

La réunion se termina dans une certaine confusion. Les Conseillers, indifférents il me semble, se levèrent les uns après les autres pour aller boire un verre et casser une petite croûte. J'oubliais. La polémique du début, qui faisait sortir de leurs gonds certains Maire et Conseillers Municipaux, portait sur une phrase du compte-rendu de la manifestation du 17 septembre 2006. Je cite : *"Ce n'est pas sans quelques serrements de cœur que dans les discussions certains évoquaient les constructions possibles, décidées en mairie sans aucune concertation."* Je sortis sur la place.

Je ne frissonnais plus. Je venais de recevoir une leçon de chose sur la concertation : ... *consultation des parties intéressées avant toute prise de décision*, 1963, ...(Grand Dictionnaire Encyclopédique de la Langue Française, Editions de l'Olympe 1996)

Ce texte se trouvera sur internet, prochainement.